

Prison de Fresnes: Les sénateurs Cohen et Favier en droit de visite

Alors qu'un surveillant a été agressé par un détenu mercredi dernier, les sénateurs (PCF) Laurence Cohen et Christian Favier se rendent aujourd'hui vendredi à la prison de Fresnes. «Nous exerçons notre droit de visite en tant que parlementaires», soulignent les deux élus. Ils estiment que «mis en place par l'ancienne garde des sceaux, Rachida Dati, dans une période répressive en matière de politique pénale, le principe même de ce centre de rétention, unique en France, est attentatoire aux libertés fondamentales.» En lien avec l'Observatoire international des prisons, les sénateurs rencontreront le personnel et la direction «pour évoquer les dysfonctionnements d'un tel système». Ils feront des propositions à la Garde des sceaux, Christiane Taubira.

Alfortville/Noël. L'ouverture du marché de Noël a débuté mercredi dernier. Le sénateur-maire (PS), Luc Carvounas, a déclenché les illuminations sur la place François-Mitterrand. Pendant une semaine, 24 artisans proposeront des produits de saison dans leurs chalets en bois : fromages, confiseries, écharpes, jeux pour enfants, bijoux, et stands de commerce équitable attendent les passants. Des animations seront proposées avec, par exemple, l'arbre géant de Noël, un arbre de plus de six mètres de haut. L'association Aliz'art tient son marché de Noël du commerce équitable.

St-Maur/Jeune entreprise. Trois jeunes associés ont eu l'idée de créer un accès Internet sécurisé pour permettre aux enfants de 6 à 12 ans de surfer sur la toile en toute liberté. C'est ainsi qu'est née la start-up Swafee, implantée à La Varenne-Saint-Hilaire. Pour Internet, le simple contrôle parental ne suffit plus. Swafee allie technologie, innovation et modérateurs humains pour garantir un accès Internet sécurisé pour les plus jeunes et les protéger contre toutes images choquantes et cyber-prédateurs. Depuis la plateforme Particeep, spécialiste des projets d'investissement pour les jeunes pousses et les PME, les internautes peuvent ainsi investir dans le projet Swafee. Les fondateurs ont évalué à 600.000€ le budget nécessaire pour lancer l'activité : 350.000€ consacrés au développement technique à l'échelle Internet et 250.000€ consacrés à la commercialisation du produit.

Municipales / Cambon: "La désunion de la droite à Ormesson-sur-Marne est fort dommageable"

Guy Le Doeuff, maire d'Ormesson, a démissionné de l'UMP pour pouvoir se présenter en liste autonome aux municipales. Ce faisant, il brise l'accord qui avait été tout juste conclu avec les instances départementales de l'UMP et avec Marie-Christine Ségui investie par l'UMP, qui avait été en n°6 de sa liste en 2007. Il y aura donc deux listes à droite aux prochaines municipales à Ormesson, celle de M. Le Doeuff, maire sortant, et celle de Mme Ségui, UMP. En 2007, la liste de M. Le Doeuff était passée au premier tour avec 59,4% des voix, loin devant une liste de gauche 20,1% et une liste du centre 20,4%. Cette suprématie de la droite, c'est sans doute ce qui provoque les acteurs locaux à la désunion. Secrétaire départemental de l'UMP, le sénateur Christian Cambon, qui veut une large union, est fort déçu, comme il l'explique dans cet entretien.

PH: Confirmez-vous la démission de l'UMP de Guy le Doeuff, maire d'Ormesson-sur-Marne ?

Christian Cambon : Oui, M. Le Doeuff vient de démissionner de l'UMP après avoir signé un accord avec Marie-Christine Ségui pour mener la liste aux municipales. M. Le Doeuff a jugé utile de revenir sur sa propre signature, de quitter l'UMP, et de conduire une liste sans investiture. Le bureau politique de l'UMP du Val-de-Marne va se réunir et sans doute investir Mme Ségui. Cet accord entre M. Le Doeuff et Mme Ségui avait été signé et conduit sous ma responsabilité. J'avais voulu que l'UMP soit unie à Ormesson. Nous avons passé plus de 3 heures dans la nuit du 27 au 28 novembre pour élaborer cet accord. Il était équilibré et donnait une majorité confortable à M. Le Doeuff. Il a préféré renoncer à ses convictions et revenir sur ses engagements. C'est son affaire.

PH : Faut-il interpréter, comme certains le font à l'UMP, cette rupture comme une conséquence de la rivalité entre Jacques-Alain Benisti, maire (UMP) de Villiers et Marie-Carole Ciuntu, maire (UMP) de Guy ?

CC : Je n'interprète pas cela ainsi. Quand on est maire, on est libre de tout lien. Je n'ose croire que M. Le Doeuff ne soit pas maître de ses décisions. Et quand on prépare une élection municipale, c'est le maire qui est le patron. C'est la tête de liste qui doit décider. Si M. Le Doeuff voulait faire l'union, il n'aurait pas besoin de ce genre de lien. C'était son dernier mandat. Il aurait pu sortir par le haut.

PH : Quels étaient les termes de l'accord entre M. Le Doeuff et Mme Ségui ?

CC : Mme Ségui était n°2 de la liste. La répartition était la suivante : 18 candidats pour la liste de M. Le Doeuff, 11 pour celle de Mme Ségui. Il y avait une vraie majorité au sein de cette liste. Je

pense que M. Le Doeuff a écouté de mauvais conseillers. Ainsi, cette élection municipale se fera dans la confrontation, ce qui est tout à fait dommage. Et je crois que le lien à faire n'est pas avec Mme Ciuntu ou avec M. Benisti, il est à faire avec la France. Nous sommes à genoux, le dos au mur. Or pendant ce temps-là, certains s'amuse à laisser filer les divisions. Moi-même dans ma ville, je fais l'union la plus large possible. Je ne vois pas pourquoi, alors que les parlementaires ou d'autres élus font l'union de la droite et du centre dans leur ville, d'autres élus ne pourraient pas la faire dans la leur. Il ne faut pas vouloir gouverner seulement entre amis.

PH : Quelle est votre réaction à la décision de M. Le Doeuff ?

CC : C'est une très grande déception. Car je me suis personnellement investi dans cette négociation pour que M. Le Doeuff affronte cette élection municipale sans problème et que l'union soit faite à droite et au centre.

Emplois d'avenir 94. Les jeunes titulaires d'un emploi d'avenir recrutés depuis juin sont conviés lundi prochain à 11h30 à l'Hôtel du département à une cérémonie d'accueil par Christian Favier, président du conseil général, et Liliane Pierre, 6e vice-présidente, en présence de Thierry Leleu, préfet du Val-de-Marne. Dans le cadre de sa politique départementale en faveur de la jeunesse, le conseil général s'est engagé à recruter 150 emplois d'avenir sur une période de trois ans, à raison de cinquante recrutements par an. Cette cérémonie d'accueil réunira les emplois d'avenir et leurs tuteurs, les services d'accueil, les directeurs et les directeurs généraux adjoints concernés, ainsi que les agents des missions locales et les organismes de formation sollicités dans la formation de ces jeunes (CNFPT et Greta 94).